



UNION EUROPÉENNE



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0020789
Bénéficiaire :	21830101800014 COMMUNE DE RAMATUELLE
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	21830101800014
Raison sociale :	COMMUNE DE RAMATUELLE
Adresse :	83350 RAMATUELLE



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06d - Priorité d'investissement : Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes / AP03-OT06-PI06d-OS6d - Objectif spécifique : Réduire la pression sur la biodiversité en intervenant sur les trames vertes et bleues

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Travaux de restauration du cordon dunaire de la plage de Pampelonne dans le cadre de la mise en oeuvre du Schéma d'Aménagement
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	La plage de Pampelonne est située à Ramatuelle, dans le département du Var, premier département touristique de France par le nombre de touristes accueillis hors région parisienne (9 millions de touristes). Le territoire de la Commune de Ramatuelle constitue l'essentiel de la presqu'île de Saint-Tropez, pôle mondial de tourisme. Cette plage est éloignée de 3 à 8 kilomètres de toute agglomération. Dépourvu de tout boulevard du front de mer et de tout front de mer bâti, essentiellement agricole ou naturel, son environnement proche n'offre aucun service à la population touristique nombreuse qui séjourne sur la plage en été. La plage de par ses dimensions - 27 hectares de sable fin, plus de 4,5 kilomètres de linéaire, constitue l'un des principaux attraits de la presqu'île de Saint-Tropez. La zone concernée par le projet correspond aux limites du Schéma d'Aménagement de la Plage de Pampelonne approuvé par décret (n° 2015-1675 du 15 décembre 2015).
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Ramatuelle

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2018-FEDER-PI6d : Réduire la pression sur la biodiversité en./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 24 octobre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	24/10/2019	

Description de l'opération



Chacun sait que le littoral français concentre de multiples enjeux environnementaux, patrimoniaux, économiques, d'importances extrêmement variées et mettant en oeuvre de très nombreux acteurs aux intérêts souvent contradictoires. Le Parlement, afin de préserver les côtes françaises du phénomène de « baléarisation », a été conduit à encadrer très strictement l'évolution des règles d'urbanisme et d'aménagement de l'espace littoral par la loi n°86-2 d'aménagement, de protection et de mise en valeur du littoral, dite plus communément « loi Littoral ». Le Schéma d'aménagement de la Plage de Pampelonne a été conçu avec cette portée dérogatoire. En conséquence, demeurent soumis au droit commun les espaces, équipements ou constructions dont les caractéristiques n'ont pas justifié qu'ils soient inclus dans le dispositif dérogatoire très encadré par le législateur. Les espaces naturels remarquables définis à l'article L146-6 du code de l'urbanisme, issu de la loi susvisée, ont fait l'objet de la protection la plus stricte. Or, la qualification d'« espace naturel remarquable du littoral » a été attribuée à la plage de Pampelonne et à son cordon dunaire par un arrêt de la cour administrative d'appel de Marseille du 20 janvier 2000, confirmé par un arrêt du Conseil d'Etat du 13 novembre 2002 - ceci en dépit du fait que la plage est le siège d'un tourisme balnéaire d'importance internationale, fondamental pour l'économie régionale depuis plusieurs décennies et bien antérieur à la promulgation de la loi « Littoral ». Compte tenu de cette classification, l'Etat n'était juridiquement plus en mesure d'attribuer une nouvelle concession de la plage naturelle de Pampelonne, et était en revanche tenu de rétablir les lieux dans leur état naturel en supprimant sur la plage et son cordon dunaire tout équipement ou construction. Le maintien de l'économie balnéaire sur la plage était dans ces conditions devenu impossible, et très problématique la gestion d'un site aussi fragile et intensément fréquenté. Sur une demande de la commune de Ramatuelle et par le biais de l'« amendement Gaia », la loi du 13 décembre 2000 a autorisé les communes littorales à élaborer des « Schémas d'aménagement », dans les conditions spécifiées à l'article L146-6 du code de l'urbanisme, afin de permettre une gestion intégrée des plages conciliant fréquentation touristique et protection des espaces naturels. En ce début de XXIème siècle, le phénomène de « changement climatique » a conforté la nécessité d'adapter l'économie de plage au milieu naturel qui en est le support indispensable mais fragile. La montée accélérée du niveau marin, les houles de plus en plus fortes, les tempêtes de plus en plus catastrophiques pour les constructions et installations trop proches des rivages, l'ensemble des menaces qui affectent la stabilité des plages impose désormais aux pouvoirs publics l'élaboration de dispositions curatives ou préventives. C'est ainsi qu'a été mise en place pour les années 2012-2015 une « Stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte - Vers la relocalisation des activités et des biens » par le ministère français chargé de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie. La plage naturelle de Pampelonne est la plus étendue de la Côte d'Azur (27 hectares, 4,5 kilomètres). Elle a été qualifiée d'espace naturel remarquable au sens du code de l'urbanisme. Il s'agit d'un espace fragile, à l'instar de toutes les plages de sable fin dans le monde sous la pression du dérèglement climatique. Et dans le même temps, elle accueille jusqu'à 30 000 personnes par jour en été, représentant un très large éventail de publics. Ses établissements, concessionnaires du service public de plage, constituent un motif de visite et de séjour dans la région pour un nombreux public. Le périmètre du Schéma d'aménagement de la plage de Pampelonne inclut l'espace qualifié d'espace naturel remarquable ainsi que les espaces proches qui sont en relation avec l'équilibre morphologique ou écologique de la plage et de son cordon dunaire, soit participent aux conditions de la fréquentation du domaine public maritime par le public. Ces dispositions rendent possible, dans un espace naturel remarquable très fréquenté, de maintenir ou de reconstruire une partie des équipements et des constructions réalisées avant l'entrée en vigueur de la loi du 3 janvier 1986 d'aménagement, de protection et de mise en valeur du littoral, dite « loi littoral », sous conditions « de concilier les objectifs de préservation de l'environnement et d'organisation de la fréquentation touristique. » Ce sont les objectifs du Schéma d'Aménagement de la Plage de Pampelonne élaboré par la Commune de Ramatuelle et approuvé par décret en Conseil d'Etat du 15 décembre 2015.

Objectifs recherchés :

- Conforter la stabilité de la plage, la mettre en mesure de résister à l'évolution du climat, favoriser si possible l'augmentation de sa surface,
- en prévenant les phénomènes d'érosion, rétablissant et accompagnant les mécanismes naturels d'accumulation du sable sous la forme d'un cordon dunaire aujourd'hui très dégradé et morcelé ;
- en adaptant le nombre d'établissements de plage à la capacité d'intégration des équipements et constructions dans le site naturel ;



- Conforter l'économie balnéaire,
- en plaçant chaque fois que possible les bâtiments d'exploitation à l'abri des fortes houles et des tempêtes,
- en arrière du Domaine Public Maritime, sur le domaine public communal déjà affecté à l'organisation de la fréquentation de la plage en termes de stationnement des véhicules,
- en améliorant sensiblement la qualité des espaces publics qui constituent l'environnement de la plage par un traitement paysager renforçant leur aspect naturel,
- en réduisant les nuisances et dégradations qui menacent à terme la beauté et l'originalité de la plage,
- en améliorant les conditions d'accès au Domaine Public Maritime, à terre et par la mer, dans le respect du site naturel, attractif mais très fragile.

Dans le cadre de ces objectifs, le Schéma d'Aménagement de la Plage de Pampelonne a défini les conditions d'aménagement de la plage, les possibilités de reconstruire des bâtiments d'exploitation à titre dérogatoire dans cet espace naturel remarquable et notamment leurs modalités d'implantation et de réalisation. Le Schéma a ainsi déterminé :

- des zones Zp (1 à 10) : Zones d'implantation accueillant des bâtiments et aménagements nécessaires à l'exploitation du service public de plage ou équipements à reconstruire :
- sur le DPM, en avant de la dune inconstructible (constructions « démontables ») ;
- hors DPM (constructions « réversibles »), en arrière de la dune.

- des zones Zap (1 à 4) : Zones d'implantation hors DPM mais comprises dans la bande des 100 mètres et accueillant des constructions existantes avant 1986 et qui pourront être reconstruites, conformément à l'article R. 121-7 du Code de l'Urbanisme, sous réserve d'être « réversibles ».

Protéger les espaces rares :

Rochers littoraux, dunes, prairies sèches ou humides, bois de frênes et canniers, sont les principaux milieux naturels rencontrés sur la frange côtière de la baie de Pampelonne. Ces milieux abritent 28 espèces végétales rares du littoral méditerranéen français. Cette concentration de plantes rares à Pampelonne est exceptionnelle ! Elle doit être connue et prise en considération. La rareté de certaines espèces végétales rend possible leur disparition du territoire national si les milieux qu'elles occupent sont détruits ou fortement altérés par les activités humaines. Pour éviter leur disparition, ces espèces bénéficient de statuts de protection qui invitent à respecter leurs populations et leurs milieux de vie. Il est de la responsabilité de l'Etat, mais aussi de celle des citoyens de participer à la protection de l'environnement. A Pampelonne, l'aménagement de l'espace littoral, doit garantir le meilleur compromis entre la protection indispensable de la nature et le maintien d'activités qui jouent un rôle important dans l'économie locale.

Lutter contre les espèces invasives :

Des espèces invasives comme la « griffe de sorcière », plante succulente originaire de la région du Cap de Bonne Espérance en Afrique australe (*Carpobrotus edulis*) colonisent massivement depuis plusieurs années l bord de mer et en particulier les quelques vestiges du cordon dunaire . Prisée pour sa rusticité dans les jardins littoraux, cette plante n'en représente pas moins un fléau écologique lorsque ses populations ne sont pas régulées. Depuis 2003, en maints secteurs de Pampelonne, cette espèce s'est étendue densément et anarchiquement. Cette propagation est préoccupante dans la mesure où la « griffe de sorcière » est une envahissante exclusive. Elle occupe l'espace en étouffant les espèces indigènes, sans épargner les espèces rares qu'elle condamne à disparition. Les bénéfices écologiques acquis au travers de la pose de ganivelles sont donc ternis par l'expansion massive et incontrôlée de la griffe de sorcière. Néanmoins, le bilan écologique associé à la pose de ces ganivelles reste largement positif.

Réorganiser les modalités de fréquentation de la plage par la terre en relation avec les objectifs précités, pour prévenir les phénomènes d'érosion du site - érosion portant sur le relief dunaire, la biodiversité spécifique à ce milieu et ponctuellement le trait de côte

Réaménager, rationaliser et dé-densifier les aires de stationnements publiques sur les différents secteurs de la plage.

Résultats escomptés (cible visée)

- Action : Démolition des bâtiments situés sur la plage. Reconstruction des établissements en structures réversibles et démontables.



- Résultats escomptés : Restauration et/ou création de corridors écologiques littoraux , Préservation de la dune et des zones à intérêt floristique fort et très fort. Rétablissement des échanges sédimentaires. Stabilisation et maintien de la plage. Restauration de l'identité de la plage. Mise en valeur des vues sur la mer et les caps

- Action : Relocalisation, redimensionnement et traitement des aires de stationnement

- Résultats escomptés : Libération de la dune. Préservation des zones de grand et très grand intérêt floristique. Naissance de lisières végétales avec espèces indigènes et développement de pinède et yeuseraies. Continuité paysagère du Nord au Sud. Résorption de points noirs paysagers. Lutte contre le stationnement sauvage. Amélioration des conditions d'accès à la plage. Amélioration des accès aux personnes à mobilité réduite (places de stationnement et voie de desserte dédiées). Amélioration de la circulation des piétons sur les parkings.

- Action : Inconstructibilité de la dune et mise en défens

- Résultats escomptés : Préservation et création de milieux dunaires. Préservation et dynamisation des populations des espèces végétales protégées. Création d'un corridor écologique littoral. Préservation des séquences paysagères de transition entre la plage et l'arrière plage. Affirmation d'une identité paysagère forte et continue du Nord au Sud.

- Actions : Création de cheminements piétons et pistes cyclables (mise en défens par la pose de ganivelles).

- Résultats escomptés : Préservation des milieux dunaires et des espèces végétales. Développement d'une scénique de découverte de la plage.

- Actions : Maintien et création de lisières végétales

- Résultats escomptés : Mise en valeur d'espèces protégées par des plantations. Dynamisation des populations végétales locales.

- Actions : Prise en compte des débouchés des cours d'eau

- Résultats escomptés : Libération des débouchés des cours d'eau au droit de la plage ce qui permettra de rétablir les échanges sédimentaires indispensables au maintien de la plage. Limitation des effets durables de l'érosion due aux crues. Le schéma prend en compte la problématique du ruissellement à travers des choix d'aménagement qui favorisent l'écoulement naturel des eaux ; Interruption du cordon dunaire au droit des embouchures. Interdiction d'édification de structures au droit des embouchures ; Préconisation de revêtements perméables sur les voies de circulation douce et les parcs de stationnement ; Mise en oeuvre de constructions sur pilotis pour limiter les effets sur les écoulements ; Suppression du bâti dans les secteurs inondables.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 15/10/2018	Fin : 31/05/2021
<p>Les travaux de désamiantage et déconstruction ont démarré le 15 octobre 2018 et doivent se terminer le 15 février 2019</p> <p>Les travaux d'aménagements extérieurs (réseaux, voirie, traitement des exutoires de ruisseaux, ganivelles, aménagements des accès et voirie) ont démarré le 19 novembre 2018.</p> <p>Les travaux d'aménagements paysagers (y compris éradication des espèces invasives) ont démarré le 15 novembre 2018.</p> <p>La première phase de travaux d'aménagements doit de terminer le 15 avril 2019, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Modification et enfouissement des différents réseaux qui alimenteront les nouveaux bâtiments d'exploitation en fonction de leur nouvelle implantation plus en recul du rivage- Eradication des espèces invasives : cannes de Provence et « griffes de sorcière »- Mise en défens d'une partie du cordon dunaire- Réalisation des accès principaux à la plage- mise en culture des espèces végétales présentes dans les dunes morcelées existantes <p>La deuxième phase des travaux d'aménagements doit démarrer le 15 octobre 2019 et se terminer le 15 avril 2020. Cette phase comprend les travaux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en défens de la totalité du cordon dunaire- réalisation des accès secondaires à la plage- traitement des débouchés des ruisseaux sur la plage- construction des bâtiments publics démontables (postes de secours et sanitaires publics) <p>La troisième phase des travaux d'aménagements doit démarrer le 15 octobre 2020 et se terminer le 15 avril 2021. Cette phase</p>		



comprend les travaux suivants :

- plantation des espèces dunaires mise en culture la première année
- aménagements des aires de stationnement
- réalisation de l'ensemble des aménagements paysagers (aires de stationnement et arrière plage)

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense

Type d'assujettissement

HT

Type d'échéancier

Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	27 343,00 €
Diagnostic amiante plomb termites			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	93 295,00 €
Suivi environnemental de l'opération			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	1 768 736,00 €
Travaux d'aménagements			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	1 539 166,00 €
Travaux de déconstruction et dépollution			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	178 182,00 €
Travaux de désamiantage			
Total :			3 606 722,00 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?

Non

Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?

Non



Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	49,49	1 785 000,00			
PRIVE	0000000000000000 / AUTRES PRIVES		Auc / Aucun régime d'aide	1,38	49 600,00			
Total co-financier				50,87	1 834 600,00	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				49,13	1 772 122,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	3 606 722,00	0,00	0,00	0,00



INSTRUCTION

Service instructeur :	Service FEDER	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---------------	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit :

- dans l'axe prioritaire 3 du PO FEDER « Transition énergétique et valorisation durable des ressources »
- dans l'Objectif Thématique n°6 « Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources »
- dans la priorité d'investissement PI 6d qui vise à « Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser les services liés aux écosystèmes, y compris au moyen de Natura 2000 et d'infrastructures vertes »

L'opération est donc éligible à l'Appel à Propositions AP-2018-FEDER-PI6d : « Réduire la pression sur la biodiversité en intervenant sur les trames vertes et bleues ».

Au terme de l'analyse des critères de sélection, l'opération reçoit la note finale de 16,75/20.

AVIS FAVORABLE.

SYNTHESE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 16,75/20 sans aucune note éliminatoire#